



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de l'Interministérialité
et du Développement Durable**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DIDD-2024 n° 209

**portant mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation
de compostage de déchets non dangereux exploitée par la société FLORENTAISE
à Louresse Rochemenier**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 512-7, L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée en annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement et notamment la rubrique 2780 (installation de compostage de déchets non dangereux) ;

VU le décret du président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du président de la République du 25 août 2023 portant nomination d'Emmanuel LE ROY, administrateur de l'Etat, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter D3-93 – n° 221 du 31 mars 1993 ;

VU l'article 3.G.3 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 1993 susvisé qui dispose : « Une réserve d'eau d'au moins 120 m³ sera prévue en vue de la défense contre l'incendie » ;

VU l'article 3.B.4 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 1993 susvisé qui dispose : « L'exploitant fera procéder au moins une fois par an, à ses frais, à un contrôle de l'étanchéité des plates-formes et murets » ;

VU l'article 3.A.3 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 1993 susvisé qui dispose : « Tout le périmètre clôturé sera doublé par un muret d'une hauteur de 0,2 m afin d'éviter tout écoulement hors de la zone bétonnée et de prévenir toute infiltration provenant de l'extérieur » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD- 2012 – n° 332 du 23 octobre 2012 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 janvier 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 avril 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection en date du 19 mars 2024 de la société FLORENTAISE domiciliée au lieu-dit « Launay », route de Martigné Briand à LOURESSE ROCHEMENIER 49 700, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'absence de réserve d'eau d'au moins 120 m³ ;
- la présence d'une pollution à l'entrée du site par des eaux de ruissellement de la plateforme de compostage non étanche.

CONSIDÉRANT la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée en annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement et notamment la rubrique 2780 (installation de compostage de déchets non dangereux) ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine et Loire,

ARRÊTE

Article 1 – La société FLORENTAISE exploitant une installation de compostage de déchets non dangereux sise au lieu-dit « Launay », route de Martigné Briand sur la commune Louresse Rochemenier (49700) est mise en demeure de respecter les articles 3.B.4, 3.G.3 et 3.A.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 31 mars 1993, en :

- réalisant un contrôle d'étanchéité de la plateforme de compostage de déchets non dangereux ;
- finalisant la réfection des murets ;
- procédant sur la base des conclusions de ce contrôle, aux travaux nécessaires afin de rendre la plateforme de compostage de déchets non dangereux étanche ;
- remettant en état l'entrée du site et le fossé limitrophe afin de remédier à la pollution des sols ;
- mettant à disposition sur son site une réserve d'eau d'au moins 120 m³ afin de pouvoir lutter contre un incendie ;

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- **Dans les deux mois** suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant remédie à la pollution du sol en entrée du site et dans le fossé limitrophe ; l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les preuves de la dépollution ;
- **Dans le mois** suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un contrôle de l'étanchéité de la plateforme de compostage de déchets non dangereux ;
- **Dans les trois mois** suivant le contrôle d'étanchéité de la plateforme de compostage, l'exploitant rend étanche la plateforme de compostage de déchets non dangereux ;
- Finaliser la réfection des murets avant le **30 novembre 2024** ;

- Dans le mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant met à disposition sur site une réserve d'eau d'au moins 120 m³.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 – En application de l'article L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 4 – Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 du même code sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de Saumur, le Maire de la commune de Louresse Rochemenier, et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Fait à Angers, le **21 AOÛT 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,

Emmanuel LE ROY

1985 1004 12